



LA

Revue trimestrielle
Septembre 2018

n° 128

CHRONIQUE

Focus

L'empreinte environnementale des déplacements de population

Reportage

Dans les allées
de l'exil

Interview

L'information, un instrument de
survie dans les camps humanitaires

Les chiffres de notre
rapport financier 2017

L'information humanitaire par



**PREMIERE
URGENCE
INTERNATIONALE**

« Les difficultés ne s'arrêtent pas à l'entrée du camp »

Kutupalong, M'Poko, Minawao, Kizimba, Zaatar. Derrière ces noms, finalement assez peu médiatisés, se cache le lieu de vie de centaines de milliers de réfugiés ou déplacés internes. Toutes ces personnes ont en commun d'avoir fui leur domicile vers un endroit plus sûr. Pourtant, les difficultés ne s'arrêtent pas à l'entrée du camp, une nouvelle étape du déplacement débute seulement : celle de la vie dans un camp de réfugiés ou de déplacés internes. En effet, le déplacement peut durer. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, **la moyenne s'établit désormais à 17 ans.** Autrement dit, une éternité pour une situation supposée provisoire.

Ces conditions ne sont évidemment pas sans conséquences sur le quotidien des individus concernés. Elles affectent aussi bien les modes de vie et les moyens d'existence des populations que leur état mental, comme illustré dans le reportage présenté dans ce numéro. L'absence de travail stable, d'intégration dans la communauté, ou encore d'accès à l'éducation pour les plus jeunes sont autant de sources de stress et de tensions pour des personnes déjà marquées par des traumatismes passés. Pour ces personnes, il s'agit de reconstruire, au sens propre comme au sens figuré.

Reconstruire mais sans nuire à son nouveau milieu, à l'environnement par exemple. **Au Bangladesh, ce sont près de 700 000 personnes** qui sont arrivées du Myanmar sur un territoire sans infrastructures d'accueil, soit l'équivalent d'une ville de la taille de Lyon qui sortirait de terre en moins de deux mois. La présence de camps est en effet un facteur de risque environnemental majeur : pollution de nappes phréatiques, déchets qui s'accumulent, déboisement des forêts avoisinantes, etc. sont autant de menaces sur le milieu naturel.

Pour faire face à toutes ces contraintes, un rôle bien particulier est apparu au sein de la communauté humanitaire depuis plusieurs années, celui de gestionnaire de camp. Ce terme relativement flou recoupe des réalités très différentes selon les contextes, mais a notamment vocation à répondre aux problématiques précédemment évoquées. Avant qu'une solution durable ne soit trouvée pour les populations déplacées, leur quotidien est encadré par le travail du gestionnaire, fonction que Première Urgence Internationale occupe depuis de nombreuses années dans divers pays : en République démocratique du Congo, au Cameroun, en République centrafricaine ou bien au Bangladesh par exemple. C'est ce rôle, méconnu mais particulièrement nécessaire, aussi bien tourné vers les individus que vers le contexte qui les accueille, que ce numéro vous propose de découvrir.

Maxime Banchereau

Chargé des Urgences à Première Urgence Internationale

REPORTAGE **DANS LES ALLÉES DE L'EXIL**

Solutions d'accueil souvent précaires, les camps de réfugiés et de déplacés internes se multiplient à travers le monde. Villages ou villes éphémères dont la durée de vie ne cesse de s'allonger, ces sites doivent être gérés afin d'accueillir les réfugiés dans les meilleures conditions possibles. Afin de relever ce défi, Première Urgence Internationale développe des activités en gestion de camp.

En mars dernier, des éléphants ont tué une dizaine de Rohingya, des membres issus du groupe ethnique de l'Etat du Rakhine au Myanmar et réfugiés dans le camp de Kutupalong au Bangladesh. Des attaques qui s'expliquent : les infrastructures de vie ont, en effet, été dressées sur la route migratoire de ces animaux. Pour éviter la panique et de nouveaux accidents, les gestionnaires de ce camp humanitaire ont depuis installé des tours en vue de guetter l'arrivée des pachydermes. Ils ont également formé les réfugiés à faire face à ces intrusions.

Première Urgence Internationale est l'un des six gestionnaires du camp de Kutupalong surnommé le « mega camp » du fait des **700 000 réfugiés** qu'il accueille aujourd'hui. Des abris construits avec des bâches et du bambou sont accolés à des petites collines que les Rohingya gravissent et descendent jusqu'à 5 ou 6 fois par jour. « Les matériaux sont précaires et les habitations s'écroulent lors des glissements de terrain durant la saison des pluies », raconte Marion Ramstein, chargée de programme en gestion de camp au Bangladesh pour Première Urgence Internationale. Après chaque grosse pluie, le camp change de visage, dévasté par les intempéries. Les gestionnaires du camp tentent alors de trouver des solutions de court terme pour faire en sorte que

Cameroun

Des réfugiés sont assis devant leurs abris dans le camp de Minawao.



© Adrienne Surprenant/ Première Urgence Internationale

les réfugiés puissent vivre dans des conditions acceptables. Ils coopèrent avec l'ensemble des acteurs présents sur le terrain, ce qui est parfois un véritable défi.

« Ici, nous devons travailler avec 57 acteurs de terrain c'est-à-dire des organisations internationales, les autorités ou d'autres partenaires qui ne se parlent pas forcément entre eux », explique Marion.

Le gestionnaire de camp : le maire d'une petite ville

La présence de gestionnaires de camp est ainsi rapidement devenue indispensable à Kutupalong. Leur rôle : assurer le lien entre les acteurs, collecter des données, informer, organiser des formations et des actions de sensibilisation, et surtout faire en sorte que les ressources soient employées le mieux possible de manière juste et équitable.

« Chaque gestionnaire est en quelque sorte le maire d'une petite ville. Il assure toutes les responsabilités du quotidien dans une zone qui ressemble à une municipalité », explique Maxime Banchereau, chargé des Urgences à Première Urgence Internationale.

Dans un camp, les gestionnaires s'appuient un maximum sur les représentants des communautés.

« Nous tentons de comprendre comment les communautés fonctionnaient avant d'arriver dans le camp afin de ne pas trop perturber les schémas sociaux ».

Construire sa vie dans un camp humanitaire

Pour les personnes réfugiées dans les camps, la rupture avec leur vie antérieure est, en effet, souvent très difficile. Le changement de vie et d'environnement est soudain et bouscule l'ensemble de leurs repères. A l'insalubrité, la précarité, le manque de place s'ajoute l'inactivité qui aboutit à des états de mal-être et crée des tensions dans les camps.

« Il n'y a pas d'opportunités de travail. Les personnes ne peuvent donc pas être indépendantes. Et les jeunes, eux, veulent apprendre un métier alors que les camps souffrent d'un manque de formations », constate Philippine Cartier, responsable du programme gestion de camp au Cameroun pour Première Urgence Internationale.

Dans le pays, Première Urgence Internationale gère **8 camps de réfugiés centrafricains et nigériens.** Les équipes tentent de développer des formations afin d'autonomiser les personnes. « Nous travaillons de manière très rapprochée avec les leaders traditionnels et les chefs de secteurs. Ainsi, nous tentons d'impliquer un maximum les communautés dans l'organisation du camp. Mais même si les personnes nous disent qu'elles sont très reconnaissantes de ce que nous faisons pour elles, elles ne rêvent que d'une chose : retourner dans leur pays d'origine pour récupérer leur champ ou leur échoppe ».

Le **camp de Borgop** qui regroupe **12 000 réfugiés** centrafricains, se réveille à l'aube. Des chèvres et des poules errent entre les abris tentant de dérober des légumes ou quelques graines. Alors que les hommes se préparent pour se rendre aux champs, les femmes commencent à cuisiner. Ce sera l'activité principale de leur journée. Les enfants, eux, mettent un œil dehors. La plupart n'ont pas la possibilité d'aller à l'école. En effet, pour pouvoir étudier dans le pays, ils

Bangladesh

Le camp de Kutupalong au Bangladesh est inondé durant la période de mousson.

Un petit garçon joue dans les allées du camp de Kutupalong au Bangladesh.



© Erwan Le Grand/ Première Urgence Internationale

doivent y être enregistrés.

« L'enregistrement est compliqué et sans carte officielle, les réfugiés ne peuvent pas accéder à certains services comme les infrastructures de santé. Nous gérons beaucoup de difficultés liées à ce qu'on appelle la documentation ».

A Borgop, les abris en briques surmontés de toits de paille jouxtent le village voisin. La distinction entre le camp humanitaire et les maisons des populations locales est à peine visible. Pas de barrière, pas de frontière distincte car le site est complètement ouvert. Les personnes sortent et entrent de manière très libre.

« Le camp existe depuis 2014. Cet aménagement est plus facile à vivre pour les populations du camp qui ont moins le sentiment d'être enfermées mais ce n'est pas sans créer des problèmes avec les villageois. En plus des conflits liés à la pression économique, sociale et au manque d'emploi, nous gérons des tensions liées aux espaces cultivables. Il n'est pas rare que la chèvre d'un réfugié piétine le champ d'un agriculteur du coin ». Pour désamorcer ces disputes, Première Urgence Internationale a créé des plateformes d'échanges mixtes, regroupant communautés camerounaises et réfugiées, pour que chacun puisse extérioriser ses mécontentements et que des solutions puissent être trouvées ensemble.

Certains gouvernements refusent que du béton soit coulé sur le terrain

Dans l'extrême-nord du Cameroun, à quelques kilomètres de la frontière avec le Nigeria, le **camp de Minawao** accueille environ **52 000 personnes**, selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Créé en 2013, il est semi-ouvert, comme celui de Kutupalong au Bangladesh, ce qui rend l'accès physique très facile une fois le contrôle sécuritaire réalisé par les forces de maintien de l'ordre. Les **623 hectares** du camp ressemblent à une petite ville composée d'abris avec à l'intérieur une bibliothèque, un centre communautaire, des espaces de cohésion de femmes, des écoles, des centres de santé et des centres d'apprentissage de métiers. Les réfugiés ont construit des espaces qu'ils exploitent soit comme églises ou mosquées. Dans le camp, les familles sont installées progressivement dans les différents blocs après leur passage au centre de transit. « Une fois les abris construits ou installés, nous affectons une famille de quatre personnes pour une habitation, puis nous sensibilisons ses membres à la transformer en logement plus durable », explique Frantzy Bazalais, chargé de programme en gestion de camp pour Première Urgence Internationale au Cameroun.

Première Urgence Internationale, gestionnaire du camp, propose aux familles de fabriquer les briques, puis de les former pour qu'elles construisent elles-mêmes un abri plus durable avec ce matériau. L'objectif n'est pas que les personnes y restent mais pour Frantzy, il faut être pragmatique : « Nous n'aidons pas les personnes à s'installer dans la durée mais à leur donner un habitat transitionnel convenable. Personne ne souhaite rester toute sa vie dans un camp, aussi bien géré soit-il ».

La question de la durabilité d'un camp est hautement politique. En effet, certains gouvernements refusent que du béton soit coulé sur le terrain, ce qui permettrait pourtant d'améliorer les conditions sanitaires. Mais ce bétonnage est perçu comme un symbole de la pérennisation du camp. Des pays s'opposent catégoriquement à la création de camps humanitaires sur leur territoire. Alors quand les camps se constituent sans autorisation des autorités, les acteurs humanitaires sont forcés d'intervenir dans ce qu'ils appellent les « **camps informels** », des structures en construction ou des abris non connectés à l'eau et l'électricité. Les autorisations pour mettre en place les activités sont beaucoup plus compliquées à obtenir, et les personnes vulnérables sont plus difficiles d'accès car elles sont souvent dispersées sur le territoire.

Au **Liban** par exemple, plus de 40% des réfugiés syriens vivent dans des camps informels. Première Urgence Internationale met en place des programmes de santé, d'aide à la réhabilitation d'abris et d'accès à l'eau pour aider ces communautés à acquérir une autonomie nécessaire à l'amélioration de leurs conditions de vie.



Nous tentons de comprendre comment les communautés fonctionnaient avant d'arriver dans le camp afin de ne pas trop perturber les schémas sociaux »

Irak

Les allées du camp de déplacés de Bardarash en Irak en mars 2017.



Un camp créé le long de la piste de l'aéroport

Si le rôle du gestionnaire de camp est de parer à l'urgence de la situation et à la protection des personnes, une stratégie de sortie ou de fermeture de camp doit être réfléchie, « *quand la situation sécuritaire le permet* », précise Maxime.

Par exemple, des équipes ont accompagné le retour des déplacés du **camp de M'Poko à Bangui** en République centrafricaine. Première Urgence Internationale a géré le camp de 2014 à 2017 et lorsque la situation sécuritaire s'est apaisée, elle a mis en place des programmes spécifiques comme une activité « *go and see visits* » consistant à accompagner des déplacés dans leur quartier d'origine et encadrée par des entretiens afin de préparer les déplacés aux chocs que peuvent engendrer ces visites.

« *Le camp de M'Poko s'était créé de façon informelle le long de la piste de l'aéroport de Bangui* », raconte Maxime « *et à chaque fois qu'un avion s'apprêtait à atterrir, les forces militaires en charge de l'aéroport faisaient évacuer la piste. L'avion atterrissait en plein milieu du camp, puis peu à peu la foule se reformait. Nous, en tant que gestionnaire du camp, nous retenions à chaque fois notre souffle, de peur qu'un accident survienne* ».



L'EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE DES DÉPLACEMENTS DE POPULATION

Première Urgence Internationale a fait appel à des experts pour évaluer l'impact environnemental de la présence de camps humanitaires dans l'Adamaoua et l'Est du Cameroun qui accueillent aujourd'hui environ 82 000 réfugiés centrafricains. Le résultat est préoccupant.

À l'Est du Cameroun et dans l'Adamaoua, des régions qui abritent sept camps de réfugiés, l'arrivée massive des réfugiés centrafricains depuis 2014 a provoqué **un appauvrissement des ressources naturelles**. Déboisement, explosion des déchets, difficultés d'accès à l'eau, les dégâts ont été visibles rapidement.

L'évaluation menée par Première Urgence Internationale sur le terrain en 2016 a permis de mesurer l'impact réel de la présence des camps de réfugiés dans cette région et de dresser des recommandations concrètes. Elle permet également de sensibiliser les acteurs humanitaires, dont les bailleurs de fonds et les décideurs afin qu'ils prennent davantage en compte la dimension environnementale des déplacements de population.



La construction d'abris ainsi que la cuisson des repas entraînent **le déboisement des forêts** alentours. L'étude préconise de remplacer le bois par des briques de terre cuite.

Lorsque la taille de la population d'un village triple, il est nécessaire de construire davantage **de points d'eau**. Un nombre élevé de forages peut avoir un impact négatif sur la nappe phréatique.

L'arrivée massive d'une population et sa concentration entraîne **l'explosion de déchets ménagers**. Ils sont évacués vers des déchetteries et des fosses mais ces solutions sont insuffisantes. Des activités plus durables, comme des stations de déchets, sont à favoriser mais leur financement est plus coûteux.





L'INFORMATION, UN INSTRUMENT DE SURVIE DANS LES CAMPS HUMANITAIRES

Une évaluation menée par Bibliothèques sans Frontières (BSF), en partenariat avec Première Urgence Internationale, a été réalisée en mars 2018 autour de l'accès à l'information et l'éducation des Rohingya dans le camp de Kutupalong au Bangladesh. Anna Soravito, en charge de l'étude, explique les manques auxquels font face les réfugiés et revient sur un problème majeur dans les camps : l'ennui.

Est-ce qu'on peut parler du manque d'accès à l'information et à l'éducation comme d'une problématique prioritaire dans un camp de réfugiés, où les personnes manquent d'infrastructures de base ?

Le temps moyen que passe un réfugié dans un camp est de 17 ans selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. C'est très long pour ces populations déplacées de leur lieu d'origine. D'autant plus que dans les camps, les personnes ont rarement le droit ou la possibilité de travailler, sont limitées dans leurs mouvements et ont un accès souvent réduit aux services. L'ennui est palpable dans les allées et ce mot revient comme un douloureux leitmotiv dans les discussions. Les besoins intellectuels et de divertissement sont rarement jugés prioritaires dans ces situations. Dans un camp, il n'y a pas toujours d'espace pour construire un centre communautaire, de loisirs où les enfants pourront jouer et les adultes se divertir. Pourtant, cette absence de divertissement peut engendrer des troubles psychosociaux. Elle peut également conduire les jeunes vers des conduites à risque et des pratiques néfastes, comme le trafic, par exemple.

« Il est en effet important de pouvoir s'exprimer dans ce contexte »

Est-ce que le manque d'accès à l'information et à l'éducation peut devenir un enjeu vital dans un camp de réfugiés comme celui de Kutupalong ?

Si les réfugiés n'ont pas accès à des moyens d'information, il est très difficile de communiquer avec eux et de les préparer à un risque. Par exemple, en pleine saison des pluies, les autorités et les humanitaires sur place doivent expliquer aux réfugiés comment se préparer à d'éventuels glissements de terrain et à l'arrivée d'un cyclone. Il faut qu'ils apprennent comment réagir pour ne pas se faire piéger dans les boues. Seule 30% de la population Rohingya est alphabétisée et est capable de lire. Il est donc très difficile de communiquer ces informations. De plus, les personnes arrivées après août 2017 n'ont pas le statut de réfugié au Bangladesh, et elles n'ont le droit d'acheter ni un téléphone ni une carte sim. Ces obstacles peuvent entraîner des situations d'urgence vitale. Il faut trouver des moyens d'approcher les populations et de diffuser les informations au plus grand nombre.

Y-a-t-il des solutions pour améliorer l'accès à l'information et à l'éducation ?

Au sein d'un camp de réfugiés, la diffusion de l'information doit en partie passer par la mobilisation communautaire. Pour cela, il faut créer des espaces de discussions et renforcer l'engagement de la communauté afin de faciliter les échanges d'informations. Durant cette étude, nous nous sommes concentrés sur les adolescents Rohingya, les plus de 14 ans, qui n'ont souvent pas été scolarisés lorsqu'ils vivaient en Birmanie et qui aujourd'hui encore n'ont pas accès à des structures d'apprentissage dans les camps. La plupart sont analphabètes. Ils nous ont exprimé leur envie d'apprendre et de se former. BSF est sur le point de déployer des médiathèques en kit au Bangladesh. Les réfugiés pourront ainsi accéder à des informations utiles à leur survie mais aussi à des ressources culturelles variées : musique, poésie, films, théâtre... Ces médiathèques, qui seront gérées par les équipes de gestion de camp, permettront de créer des espaces de dialogue, de sociabilité et d'expression. Les réfugiés pourront y puiser des outils pour s'exprimer et créer. Il est en effet important de pouvoir s'exprimer dans un tel contexte. Des activités seront également proposées directement dans les espaces de vie des personnes afin de toucher les jeunes adolescentes par exemple, qui n'ont que très peu la possibilité de sortir de leurs tentes.

RETROUVEZ-NOUS SUR www.premiere-urgence.org

SUIVEZ-NOUS



POUR TOUTES VOS QUESTIONS

N'hésitez pas à nous contacter

Tél : 01 55 66 99 66

Email : contact@premiere-urgence.org

La Chronique est une publication de Première Urgence Internationale, ONG de solidarité internationale
Siège : 2, rue Auguste Thomas, 92600 Asnières-sur-Seine. Tél. : 01 55 66 99 66. www.premiere-urgence.org
Dir Publication : Thierry Mauricet | Coordination : Laëticia Chadenat | Conception graphique : Chiara Ciampa.
Ont collaboré à ce numéro : l'ensemble de l'équipe de Première Urgence Internationale.
IMPRIMEUR : Cap Impression / ROUTEUR : Adarys
Tirage : 5 900 ex. Chronique gratuite.